

L'économie politique mondiale : inégalités et interdépendances

Jonathan Story

Volume 15, numéro 4, 1984

La crise des relations internationales : vers un bilan

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701756ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701756ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Story, J. (1984). L'économie politique mondiale : inégalités et interdépendances. *Études internationales*, 15(4), 913–927. <https://doi.org/10.7202/701756ar>

LIVRES

1. ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

L'Économie politique mondiale: inégalités et interdépendances*

Jonathan STORY**

Les volumes recensés ici étaient tous sous presse, lorsque les relations économiques internationales atteignaient leur niveau le plus bas d'après-guerre en 1982-1983. Les nadirs antérieures, particulièrement celle de 1973-1974, ont semblé annoncer un avenir sombre pour les relations entre les pays membres de l'OCDE et, en même temps pour le reste du monde. Mais les différends entre les pays de l'Atlantique à propos du Moyen-Orient ont été réglés, et des politiques monétaires accommodantes ont facilité l'ajustement des économies nationales aux augmentations du prix du pétrole, pendant qu'on alimentait le marché des eurodollars avec des liquidités pour recycler des fonds destinés aux pays du Tiers-monde.

La dépression mondiale qui a suivi le second « choc pétrolier » fut moins facile à contrôler. Les deux superpuissances étaient réfractaires à toute discussion, une fois que cette détente, qui ne tenait qu'à un fil, eut disparu. Le Moyen-Orient et le Golfe ont semblé, plus que jamais, prôner la guerre avec l'attaque de l'Irak contre l'Iran de Khomeiny en 1980, et la Syrie qui faisait face à Israël au Liban. Les relations atlantiques furent quelque peu malmenées par les points de vue différents de l'Allemagne fédérale et des États-Unis sur les relations est-ouest et par les critiques européennes à l'endroit des politiques économiques de l'administration Reagan. Les industriels du Japon eux ont continué de se tailler une place sur les marchés nord-américains, semblant confronter les États-Unis à un double défi: la rivalité militaire de l'Union soviétique, et la compétition économique de la région du Pacifique. Une

* ARONSON, Jonathan David et COWHEY, Peter F. *Profit and the Pursuit of Energy: Markets and Regulation*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. "Westview Press, Coll. "Westview Special Studies in International Business and Economics", 1983, 253 p.

CLINE, William R., *International Debt and the Stability of the World Economy*. Washington (D.C.), The Institute for International Economics, Coll. "Policy Analyses in International Economics", no 4, septembre 1983, 134 p.

CLINE, William R. (Ed.). *Trade Policy in the 1980s*. Washington (D.C.) Institute for International Economics, 1983, 814 p.

PASCALLON, Pierre. *Le système monétaire international: Théorie et réalité*. Première édition revue et augmentée. Paris, Éditions de l'Épargne, 1983, 548 p.

WILLIAMSON, John. *The Exchange Rate System*. Washington (D.C.), The Institute for International Economics, Coll. "Policy Analyses in International Economics", no. 5, septembre 1983, 85 p.

YPERSELE, Jacques, Van. *Le système monétaire européen: Origines, fonctionnement et perspectives*. Luxembourg, Commission des Communautés Européennes, Coll. « Perspectives européennes », 1983, 134 p.

** Professeur à l'Institut européen d'administration des affaires, (INSEAD), Fontainebleau, France. *Revue Études internationales*, volume XV, n° 4, décembre 1984

politique monétaire ferme dans les pays de l'OCDE a réduit les gains des pays en développement sur leurs exportations, pendant que les hauts taux d'intérêts faisaient que les emprunteurs devenaient, plus que jamais, dépendants des prêts à court terme sur le marché des eurodollars. La crise financière internationale, qui s'était déjà annoncée en Pologne, éclate en Amérique latine au mois d'août 1982.

Les deux explications contradictoires de cet état des choses présentées dans cette série de livres, viennent encore une fois des États-Unis et de la France avec l'ouvrage de William Cline, intitulé *Trade Policy in the 1980's*, dans lequel ce dernier voit le protectionnisme comme la principale menace et Pierre Pascallon, dans *Le système monétaire international: Théorie et réalité*, qui croit percevoir la source d'instabilité dans les conflits perpétuels entre les caractéristiques des États des différents systèmes politiques dans le monde. Ces deux auteurs mettent en évidence certains thèmes relatifs aux relations économiques internationales, sur lesquelles ils concentrent leurs efforts et ce, en premier lieu, sur les thèmes suivants: le rôle des États et les marchés, l'autonomie relative des États par rapport aux sociétés, le pouvoir et la coercition dans les relations économiques internationales, et les inégalités entre les États. Nous poursuivrons ensuite avec une discussion sur le commerce et l'industrie, et sur le problème de la dette et des taux de change.

I – Quelques thèmes introductifs

Le premier et peut-être le plus fondamental, est l'observation que l'interdépendance grandissante des marchés a multiplié les sources de compétition, intensifié les pressions économiques en faveur d'ajustements structureaux, et porté les gouvernements à jouer des rôles de premier plan dans le but de réduire les tensions prononcées sur les marchés ou dans la recherche du développement de nouveaux secteurs garants de croissance et d'emplois. Ce nouveau mercantilisme est vu comme une manifestation de l'efficacité déclinante des instruments traditionnels des politiques macroéconomiques, avec des gouvernements cherchant à contrer leurs frustrations en se lançant dans des politiques sectorielles, dans le cadre de leur économie nationale. Ainsi, le fonctionnement de l'économie mondiale serait faussé par un filet de mesures régulatrices placé sur les entreprises productives, destiné à forcer celles-ci à tenir compte des buts sociaux et à payer les factures. Le résultat serait une érosion de l'organisation commerciale libérale d'après-guerre et du GATT, secteur après secteur, à mesure que les gouvernements avaient parallèlement ou contrairement au cadre commercial multilatéral, institutionnalisé par le GATT, et par le fait que les gouvernements ont invoqué la protection pour leurs producteurs ou la réciprocité pour l'accès aux marchés de leurs vis-à-vis. Les sommets économiques des pays de l'Ouest, depuis 1975, conçus initialement pour faciliter la coordination des politiques économiques des pays de l'OCDE, seraient devenus la proie à ces pressions domestiques divergentes. Le sommet de Versailles de 1982 et ses suites de disputes amères sur le commerce est-ouest, sur les politiques des taux de change et sur la recette américaine en matière de politique macroéconomique, a montré, de façon dramatique, combien fragile est devenu ce genre de sommet.

Un des premiers exposés sur le thème fut présenté par Richard Cooper¹ dans son ouvrage intitulé *The Economics of Interdependence*, où la question confrontant les gouvernements y est définie dans le sens d'une réconciliation de la politique économique avec le besoin d'un système économique international efficace et équitable. Expliqué d'une autre façon, le problème auquel font face les gouvernements nationaux serait de savoir comment

1. Richard N., COOPER. *The Economic of Interdependence*, New-York, Columbia University Press, Council on Foreign Relations, 1968.

bénéficier d'une économie mondiale interdépendante, tout en préservant le degré d'autonomie nationale requis pour la poursuite des buts légitimes des États individuels. Les réponses de Cooper à ces questions qu'il soulevait, étaient essentiellement de conserver l'ordre économique international d'après-guerre, avec des gouvernements qui utilisent au maximum l'ensemble des institutions internationales pour négocier leurs inévitables divergences, tout en demeurant sensibles aux contraintes politiques particulières de leurs partenaires. Il ne proposait pas de modifications aux accords de Bretton Woods qui impliquaient un changement par le passage d'un taux de change fixe à un taux de change flexible, à la manière de Milton Friedman ou de Harry Johnson. Ces derniers proposaient des taux flexibles visant à accommoder les pressions en faveur de l'autonomie nationale, espérant et croyant que la réconciliation entre les politiques économiques nationales et la tendance vers l'intégration du marché mondial pourrait être médiatisée à travers la magie d'un marché de change international « libre ».

Un second thème, qui découle du premier, est la supposition que les gouvernements sont débordés par les demandes filtrées dans le système politique, quand les attentes pour des niveaux de vie plus élevés deviennent une seconde nature pour les populations des pays développés. En, accord avec ce point de vue, les États démocratiques et pluralistes, seraient d'inspiration bourgeoise, ayant démantelé les structures d'autorité traditionnelles tout en les remplaçant par les institutions du marché fondées sur le critère impersonnel de l'efficacité². Le système politique est par conséquent, mal équipé pour rencontrer les demandes filtrées par le processus politique à travers des partis politiques ou les représentations des groupes d'intérêt, particulièrement, au fur et à mesure que les marchés s'ouvrent et où le processus d'ajustement devient continu. Les groupes bien organisés, rassemblés autour de quelques leaders sont capables de faire sentir leur poids dans la conception des politiques publiques et ce, une fois sur deux, aux frais de la communauté entière ou des groupes les moins organisés: les hommes politiques sur le marché, à la recherche de votes, font alors la promesse que les coûts seront étendus à toute la communauté, et dans quelques cas seront reportés dans le futur. Ces demandes, pressions et promesses signifieraient tôt ou tard, une expansion de l'activité étatique qui réduit en même temps le rôle autorégulateur du marché. La performance du gouvernement se détériore en proportion du fardeau des tâches assumées. Au niveau interne, les gouvernements surchargés, trop préoccupés avec leurs propres problèmes et, conséquemment, moins aptes à remplir leurs responsabilités sur le plan international, cherchent un soulagement dans la « politique du blâme ». Une brume épaisse d'abus recouvre alors le paysage de l'économie internationale.

Ce thème des gouvernements surchargés a été remis en question par Éric Nordlinger, qui est ainsi en désaccord avec l'école prédominante en science politique qui considère que les représentants publics sont généralement contraints par des forces sociales³. Ils ne sont pas totalement autonomes, en accord avec un point de vue marxiste entrême, faisant toujours fi des fractions capitalistes dans l'intérêt à long terme du capital comme classe. Ils ne sont pas non plus des filtres de demandes sans imagination enquêtant d'abord sur ce que les multiples intérêts attendent du gouvernement, plutôt que d'avoir des vues propres, bien définies, à propos de ce qui devrait-être l'intérêt public. Nordlinger argue que leur autonomie tend à diminuer seulement lorsque les ressources mobilisées par les acteurs commencent à dépasser les leurs. L'expérience de l'administration Reagan fournit un excellent exemple. Il a fallu la crise de la dette de l'Amérique latine pour que le *Federal Reserve* tienne compte de

2. Il y a une littérature volumineuse sur la croissance de l'État. Pour un bon tour d'horizon voir Colin, CROUCH (ed.). *State and Economy in the Contemporary Capitalism*, London, Croom Helm, 1979.

3. Eric, NORDLINGER. *On the Autonomy of the Democratic State*, Cambridge, Harward University Press, 1981.

ceux qui se plaignaient à *Wall Street* à propos du crédit resserré et des taux d'intérêt: le Président n'a guère dévié de son engagement initial de couper les taxes et d'augmenter les dépenses de la défense. Comme le remarque Stanley Nehmer, dans l'ouvrage de Cline, la politique commerciale de Reagan est « inconsistent with the [protectionist] spirit if not the letter of the trade statutes as Congress passed them » (p. 570).

Un troisième thème, révélé par le contraste entre les ouvrages de Cline et Pascallon, réfère au rôle des grandes puissances dans les relations économiques internationales. Quoique le volume de Cline n'aborde pas directement la question, il semble acceptable de supposer que la plupart des collaborateurs partagent la supposition générale que les États-Unis sont la seule puissance capable d'assumer un "leadership" dans le domaine de l'économie internationale. Les arguments ont été posés le plus clairement par Kindleberger⁴. L'analogie est faite entre un État mettant l'accent sur la soumission aux principes du marché libre dans le cadre de sa juridiction, et une grande puissance qui porte la responsabilité, au nom de la société internationale, d'assurer l'acquiescement des plus petits États aux principes de la loi civile internationale. La responsabilité de ce rôle a échu aux États-Unis, après l'effondrement de l'économie du monde libre dont le rôle principal était Londres. Durant les années d'après-guerre, les États-Unis avaient à remplir toutes les fonctions d'un pouvoir financier hégémonique. Comme les Britanniques au dix-neuvième siècle, ce pouvoir financier hégémonique allait fournir la devise de référence en matière de réserve internationale pour les banques centrales: le dollar devint la devise principale pour le commerce. Ce même pouvoir allait procurer des biens publics par le développement de marchés ouverts bénéfiques pour tous, aussi bien que la sécurité militaire par le biais de l'OTAN, du traité avec le Japon ou celui de l'ANZUS. Les politiques économiques et le taux de change furent coupés dans le sens que, les pays appliquaient les accords de Bretton Woods, en maintenant des taux de change fixes par des interventions fréquentes des banques centrales sur les marchés de change internationaux. Finalement, les États-Unis ont alimenté un cycle contraire au flux des fonds monétaires internationaux qui a touché le reste du monde, stimulant du même coup l'économie mondiale. Mais en agissant de cette manière, les États-Unis ont fourni un élan à de puissants compétiteurs, réduisant ainsi son potentiel d'action comme agent régulateur de l'économie mondiale et de faire face aux demandes internes issues du système politique américain. Avec les coûts d'un tel rôle l'emportant sur les avantages, le Président Nixon redéfinissait la politique étrangère américaine d'après-guerre: la détente avec l'Union soviétique devait aider à limiter les dépenses militaires, aussi une partie du poids de la responsabilité de contenir l'expansion communiste serait dévolu à des alliés ou des clients de l'Europe de l'Ouest, du Golfe, ou par des relations renouvelées avec la Chine et, enfin, la non-convertibilité du dollar et l'action en faveur d'un commerce ouvert dans les débuts de la décennie soixante-dix rendraient aux États-Unis la capacité d'entrer en compétition sur un pied d'égalité avec ses partenaires. Pour Kindleberger, le déclin relatif de la puissance américaine a privé l'économie mondiale d'un leader incontestable; ce qui a marqué le début d'une ère davantage marquée par la compétition et le changement dans les systèmes politiques et économiques de par le monde.

Selon Pascallon, le « système » n'est pas tant à blâmer. Le léviathan américain, à la manière de son prédécesseur britannique, enveloppe ses ambitions d'idéalisme. D'où le titre de son ouvrage, dans lequel la théorie du système monétaire international, depuis l'époque de Ricardo, prend appui sur les critères suivants: "universality, harmony, equilibrium, neutrality, equality, symmetry" (p. 3). Pour Pascallon:

4. Charles P., KINDLEBERGER. *The World in Depression: 1929-39*, Berkeley, University of California Press, 1973; et « Systems of International Economic Organisation » in David P., CALLEO. *Money and the Coming World Order*, New York, New-York University Press, 1976, pp. 15-39.

En réalité, en l'absence d'un véritable pouvoir politique mondial, le système monétaire international du moment, à la fois constat et enjeu, a toujours été le théâtre vécu où se jouent les affrontements et les rivalités entre les grandes économies et les différentes classes; il est sûr que le système monétaire international a toujours été dans sa pratique, à un instant donné, le bilan des rapports de force économiques et politiques à l'échelle mondiale et, dans son fonctionnement, l'une des armes utilisées par l'économie dominante pour perpétuer sa suprématie⁵.

Joignant une longue lignée d'écrivains politiques et d'hommes d'État français, Pascallon adopte comme point de départ le fait que les relations internationales sont, d'abord et avant tout, caractérisées par les inégalités et une lutte permanente pour le pouvoir et la richesse: son principe de base est celui énoncé par Thucydides, selon lequel le plus fort prend ce qu'il peut et le plus faible accepte son sort. De l'avis de Pascallon, la théorie et les détails techniques de la politique monétaire internationale sont une sorte de théâtre, un bluff, où les dissertations apprises en matière d'ajustement, de liquidité ou de taux de change acquièrent une signification seulement dans la mesure où elles sont vues comme une forme particulière de concours entre les États. Sa tâche, qui ressemble à celle d'un auditoire blasé du dix-septième siècle attendant une pièce de Racine ou de Molière, est de distinguer entre le masque et le caractère, dévoilant le premier pour révéler le second. Pendant les années soixante, le masque de la diplomatie américaine était revêtu pour dissimuler la réalité d'un système monétaire international qui permettait aux États-Unis d'avoir le « privilège exorbitant » d'opérer avec des déficits interminables pour pouvoir exporter l'inflation, établir l'hégémonie de la devise américaine, mettre en place le marché des eurocrédits, et acheter les propriétés étrangères avec un dollar surévalué. Comme cette stratégie rencontrait une résistance grandissante, le Président Nixon se donnait les moyens d'y faire face, avec quelques faux-fuyants qui révélaient l'étendue des ambitions américaines, en déclarant le dollar inconvertible en or, en 1971, dans le but de soustraire l'économie américaine de toute contrainte externe et en convertissant les marchés financiers internationaux à un régime de taux de change flottant pour la même fin. Pour Pascallon: « Les taux de change flottants ... signifient que la guerre économique et commerciale entre nations est « officiellement » engagée sur la base d'une expression des rapports de force » (p. 324).

Un thème final que l'on retrouve à travers les livres recensés, est celui de la relation entre les pays en développement et les pays développés. La fin de la colonisation, l'assurance de l'indépendance politique et la perspective d'un régime commercial plus ouvert ont accéléré l'émergence d'une économie politique mondiale d'où l'Union soviétique, la Chine et les pays marginaux comme la Birmanie étaient exclus. Dans l'ouvrage de Cline, ce régime de commerce ouvert est le seul capable de répondre aux besoins des pays en développement. Ainsi, une des tâches primordiales des politiciens occidentaux est de résister aux mesures protectionnistes qui pourraient fausser le jeu au détriment des pays pauvres. Ses collaborateurs dans l'ouvrage, comme lui, penchent clairement en faveur de la thèse de l'avantage comparatif de Ricardo, selon laquelle les États à différents degrés de développement peuvent bénéficier du commerce international. D'un autre côté, Pascallon suit les arguments de List protagoniste de Ricardo -, selon lesquels le commerce libéral est l'argument du fort et le protectionnisme ou la promotion du rôle de l'État est la réponse du faible. C'est seulement à travers la reconnaissance de l'inégalité comme principe dans les négociations commerciales internationales, et la concession conséquente par les pays industrialisés de l'accès non-réciproque à leurs marchés que les pays les plus pauvres peuvent obtenir une compensation pour les désavantages résultant de leur industrialisation tardive. Ces demandes pour un « ordre économique mondial juste et nouveau » (Pascallon p. 97) ne

5. Pierre, PASCALLON. *Le Système monétaire international: Théorie et réalité*, op. cit., pp. 3-4.

furent pas consenties par les puissances industrielles, avec le résultat que les pays en développement ont tourné leurs espoirs vers une alliance avec les pays producteurs de pétrole dans les années 1974-1976 pour en retirer des concessions. Aux Nations-Unies, et aussi à la conférence Nord-Sud de Paris, les pays en développement ont vainement recherché à stabiliser leurs gains sur leurs exportations à partir de la formule proposée pour les matières premières pour atteindre une croissance autonome et populaire: une aide inconditionnelle et une redéfinition des « Droits économiques et devoirs des États ». La série de conférence se terminait au mois d'octobre 1981, à Cancun, plus sur un geste diplomatique du Président Reagan envers le Président Mitterrand que sur des intentions de l'administration américaine de supporter une politique qui portait le sceau du rapport Brandt et recevait l'appui de l'Internationale socialiste européenne.

Seul Pascallon prend en compte le contexte politique international relatif à la stratégie de « recyclage » de l'Ouest de 1974 à 1980, quoiqu'il ne revient pas de manière consistante à sa prémisse, en ce qui concerne les pays en développement. Bien sûr, son texte est appuyé par des informations intéressantes à l'effet que le « recyclage » était essentiellement une stratégie conservatrice préservant la prédominance des pays développés au moyen de succursales des banques et des multinationales occidentales. Les prêts sont allés à dix pays, ceux que l'on appelle les nouveaux pays industrialisés (NPI), laissant un Quart-monde dépendre des miettes de l'aide officielle: les multinationales assuraient 45 pour cent des exportations des pays en développement, les encourageant ainsi à passer de la substitution des importations vers un développement orienté sur les exportations. Les banques et les firmes cosmopolites sont devenues une forme de lobby privé en faveur des marchés ouverts, se défaisant de la réputation d'exploiteurs, acquise avant 1973, pour l'image plus confortable de promoteurs de la distribution des ressources à l'échelle planétaire. Mais Pascallon est évidemment mal à l'aise lorsque quelques États, suivant les préceptes qu'il défend, se soumettent aux règles du jeu en faveur d'une libéralisation proclamée par les puissances industrielles, les banques et les firmes, plutôt que de les défier avec un « Non » psychologiquement satisfaisant. Il oublie en plus, de souligner que, des dix États mentionnés, le futur de Hong Kong dépend de la patience chinoise, que le Brésil, le Mexique et l'Argentine sont dans l'embarras, et, que les Philippines sont un véritable baril de poudre. Du moins, les banques américaines ont expérimenté les implications égalisantes de l'interdépendance. Ces pays dépendent du bon vouloir de leurs créanciers qui eux-mêmes dépendent d'un flot continu de prêts. En y regardant de plus près, le léviathan américain apparaît aussi comme un Gulliver retenu au sol par de petites créatures.

Ces quatre thèmes (l'interdépendance, le degré d'autonomie des gouvernements, la dispute sur le rôle des États-Unis dans l'économie mondiale, l'inégalité entre les États) indiquent une direction: incertitude, instabilité, imprévisibilité – appelez cela comme vous le voulez –, celle-ci est la caractéristique des ensembles politiques, peut-être à la manière des « frictions » de Clausewitz dans la guerre⁶. L'incertitude, opposée à une prévision raisonnable, implique de plus grands risques pour lesquels les créanciers compensent en exigeant de plus hauts taux d'intérêt. L'état présent de l'appareil étatique mondial contribue donc à la nature usuraire du système financier mondial.

6. Le terme friction fait référence à des éléments imprévisibles et inéluctables, tels la peur, la boue, le brouillard etc.

II – Commerce et industrie

L'ouvrage édité par William Cline sur la politique commerciale des années quatre-vingts fournit une bonne vue d'ensemble sur les principaux sujets débattus, et un aperçu valable des points de vue de plusieurs théoriciens et praticiens de la politique économique internationale des États-Unis. Le volume en question, qui compte 796 pages et pèse 1.32 kilogramme, est ce que le Français appelle « un outil de travail indispensable ». Son contenu fut présenté à une conférence organisée par l'Institut d'économie internationale (Institute for International Economics), créée en 1981 avec des fonds provenant du Fond Marshall allemand (German Marshall Fund), et le résultat final fut publié avant la réunion des ministres du commerce du GATT, du mois de novembre 1982.

Cinq parties composent le volume. La première partie porte sur la mise en place d'un régime commercial international avec des analyses de ce qui est présenté comme un courant montant de protectionnisme, néanmoins compensé par des pressions contraires favorisant la libéralisation du commerce: "They include concern about inflation [comme indiqué par la libéralisation notable de 1973-1974 pour des buts anti-inflationnistes], the growing importance of exports to all industrial countries [incluant notamment les États-Unis], and the role of foreign policy considerations in tempering disputes with allies" (p. 9). La seconde partie porte sur les principaux « joueurs » dans ce qui doit être le « jeu » des politiques internationales: la Communauté économique européenne (CEE), les États-Unis et le Japon. La troisième partie, intitulée "Problems from the Past", contient des études sectorielles notables sur l'agriculture, les textiles, l'acier et l'automobile, de même que des chapitres sur les subsides, les garanties, et l'assistance pour l'adaptation des travailleurs. La quatrième partie traite des "New Issues in the 1980s", et comporte une étude à jour sur les services internationaux que l'administration Reagan a tenté d'inclure par des pressions dans les ententes du GATT. La dernière partie, quant à elle, est une *policy synthesis*. Pris globalement, ce travail offre une foule de question et d'idées rassemblées en un tout sur la façon de faire des Américains dans le domaine commercial; ce qui est rarement disponible en un seul volume.

Ce livre est néanmoins entaché par le ton polémique de plusieurs de ses chapitres; ce qui ne surprend peut être pas d'un institut qui annonce clairement son but d'influencer le débat politique à Washington. En vérité, dans un certain nombre de chapitres, les auteurs vont au-delà de la méthode de l'homme de loi qui sélectionne son information pour étayer son cas et invoquer la méthode « scientifique ». Pour illustrer la première tendance, nous pouvons choisir l'article de Gardner Patterson, intitulé "The European Community as a Threat to the System". Un second exemple peut être donné pour la deuxième tendance avec l'article de Gary Saxonhouse "The Micro – and Macroeconomics of Foreign Sales to Japan". Gardner Patterson débute en déclarant que "there are many good things that can be said about the part played by the Community in world trade" (p. 223). Mais sa tâche est de faire ressortir les problèmes que la communauté crée pour un bon fonctionnement du système commercial international. La liste des causes principales du protectionnisme dans la CEE se lit comme celle du Président Nixon du mois d'avril 1973, lorsque l'administration soumettait des propositions pour une autre ronde de négociation du GATT, tandis que simultanément on permettait au dollar d'aller à la baisse. Toutes ces causes sont discutables et sujettes à être amendées. Premièrement, la structure du processus de décision de la CEE, où n'importe quel membre peut appliquer son veto à une action considérée nuisible à l'intérêt national, est dite biaisée en faveur du protectionnisme. Mais, comme un fonctionnaire de l'Office du commerce de la Maison-Blanche me racontait récemment, toutes les fois qu'un problème de politique commerciale fait surface avec la CEE, l'administration américaine joue sur les divisions européennes pour faire éclater la CEE avant d'atteindre ses objectifs. En fait, il est

allé déclarer qu'il souhaitait seulement que la CEE éliminerait le veto pour former un front commun plus efficace; ce qui lui permettrait d'être en mesure de faire valoir aux lobbies protectionnistes que la contrainte américaine fut quelque chose de valable. Au point où en sont les choses maintenant, disait-il, les lobbies savaient que la cohésion européenne était au mieux une façade; ils ont ainsi accentué leur demandes dans l'espoir que plus ils seraient hardis, plus ils auraient ce qu'ils voulaient.

Deuxièmement, la CEE a, dit-on, une préférence pour les arrangements bilatéraux et sectoriels; la politique de l'agriculture en est le prototype. La CEE établit les prix sur la base des coûts pour le producteur le moins efficace, avec le résultat que la CEE comme importatrice nette est devenue une exportatrice nette de grains, de sucre, de produits laitiers et de boeuf. Cette image est quelque peu rééquilibrée par Dale Hathaway – un ancien sous-secrétaire de l'agriculture – qui insiste dans son apport⁷ sur le fait que tous les États industriels importants ont des secteurs agricoles supportés par l'État, appuyé par de puissants lobbies, qui pratiquent le dumping sur les marchés mondiaux et qui résistent aux négociations internationales sur les politiques agricoles nationales. En somme, le pessimisme de Hathaway selon lequel aucune résolution immédiate des conflits commerciaux concernant les produits agricoles ne peut être concrétisée par des arrangements de marchés partagés ou par moins de support gouvernemental, justifierait la triste proposition de Pascallon que les conflits sont inhérents aux relations internationales; le mieux que Washington et Bruxelles puissent faire est de s'armer pour l'inévitable.

Troisièmement, la propension de la CEE à négocier dans un cadre bilatéral avec les États-Unis ou le Japon en dehors du GATT, a souvent placé les pays en développement devant un fait accompli. Des arrangements sectoriels tendant vers le protectionnisme ont été favorisés par la CEE dans les textiles, l'acier, la construction navale, l'électronique et l'automobile. Yves Berthelot remarquait pertinemment dans un commentaire que la CEE n'est pas seulement le plus grand importateur mondial, mais que les importations de produits manufacturés de la CEE, per capita sur le PNB en 1980, excédaient celles des États-Unis et du Japon; celles-ci ayant crûes le plus rapidement durant les douze dernières années. En outre, "most of the advanced industrial countries have reached the same level of productivity, and technologies and capital circulate quickly from one country to another ... State intervention ... is neither inefficient nor counter productive". En définitive, la compétitivité d'un pays ne réside pas dans la dotation d'un facteur, "but mainly in the capacity of society to accept and implement new technologies" (pp. 311-312).

En dernier lieu, Patterson répète la vieille histoire sur la CEE: celle-ci étant une communauté économique privilégiée avec des préférences discriminantes en faveur des pays de la Convention de Lomé, et contre l'Europe et l'Est de l'Amérique latine. La CEE a aussi torpillé le code des garanties lors des pourparlers du GATT en insistant sur le droit d'appliquer des garanties de protection sur une base sélective. À propos de l'Amérique latine, l'accusation est par trop valable avec la formation de la Politique Agricole Commune qui a condamné les marchés traditionnels d'exportation de l'Amérique latine vers l'Europe de l'Ouest. Mais il est possible de douter que les ententes commerciales officielles entre la CEE et des pays particuliers de l'Europe de l'Est pouvaient répondre à cela, puisque les exportations de ces derniers pays, sur le marché de la communauté, souffrent d'une réputation, d'un marketing, et d'une qualité de service après-vente inadéquats en comparaison des compétiteurs asiatiques. Finalement, une des raisons qui a motivé la position de la CEE sur les garanties, fut d'avoir quelques instruments pour contrer les vagues d'exportations japonaises ou américaines dûes à des dévaluations précipitées de la devise.

7. Dale E., HATHAWAY. « Agricultural Trade Policy for the 1980's », in William r., CLINE. *Trade Policy in the 1980's*, op. cit., pp. 435-453.

Ce qui est digne d'intérêt dans tout ceci n'est pas tant la qualité des arguments comme la réputation dont jouit la CEE d'être un « bloc régional » – et de là une « menace pour le système » – comparé au portrait parfois flou, – mais subtil – du Japon par Saxonhouse qui décrit ce pays comme étant un modèle de vertu libérale, coiffé par des institutions politiques « non-libérales ». Cette dichotomie est maintenue tout au long de son travail. D'un côté, Saxonhouse fait valoir que l'économie japonaise est beaucoup moins fermée qu'on le croit communément, et fait une déclaration grotesque en disant que le Japon a des quotas en moins grand nombre que la France ou le Bénélux. Peut-être que c'est le cas, mais 50 pour cent du PNB du Bénélux vient des importations et des exportations de biens et services, alors que les importations du Japon, en pourcentage du PNB, sont égales à la moitié de celles de la France, moins ouverte, elle, sur le commerce international que la République fédérale allemande. De l'autre côté, les institutions « non-libérales » du Japon, que Saxonhouse considère comme un substitut à un marché financier plus solide aux États-Unis, ne sont pas considérées comme étant la source du faible niveau des importations de produits manufacturés ; c'est simplement une combinaison unique de "such high quality labor with such poor natural resources at such a great distance from its major partners" (p. 273). Pour Saxonhouse, le vrai coupable de la friction commerciale entre le Japon et les États-Unis n'est pas le protectionnisme manifeste ou caché du Japon, mais la sous-évaluation du yen due aux hauts taux d'intérêt américains et aux bas taux d'intérêt japonais : ce qui provoque une sortie de capitaux du Japon et un bond subséquent des exportations japonaises vers les États-Unis. La politique de l'administration Reagan – que Saxonhouse cautionne – va dans le sens d'une libéralisation vers l'extérieur des marchés financiers japonais pour permettre une plus grande liberté d'action dans l'utilisation internationale du yen, et ainsi libérer les taux d'intérêt nationaux. Il ne pourrait y avoir de meilleure façon, comme l'indiquait élégamment Hideo Kanemitsu, dans la discussion subséquente, pour mettre à jour le nerf de la politique industrielle japonaise. Comme il ne pourrait non plus y avoir de meilleure façon de tenter le Japon dans la complaisance envers les demandes américaines, sur ses arrangements nationaux « non-libéraux », que de lui offrir d'élever son statut au rang de premier allié de l'Amérique dans le camp occidental.

Les divers sujets couverts par l'ouvrage de Cline – analysés généralement avec un haut degré de professionnalisme – ne peuvent être traités avec justice dans cette recension. Il y a un thème qui est présent tout au long de l'ouvrage ; celui que les principes du GATT, dérivés de la théorie de l'avantage comparatif, *ne sont pas* compatibles avec un rôle croissant des gouvernements sur les marchés. L'image que nous en avons est celle où l'État et les marchés sont deux entités incompatibles et, en même temps, celle où l'État et les marchés vont de pair. Le sens de l'extension des régulations gouvernementales sur les marchés, qui mèneraient le système commercial international vers une paralysie rapide, domine la proposition politique du volume pour que les nations dominantes commandent un arrêt immédiat de tout protectionnisme futur, et préparent une nouvelle ronde de négociations multilatérales sur le commerce. Une position plus optimiste est proposée par Aronson et Cowhey dans leur ouvrage, intitulé *Profit and the Pursuit of Energy: Markets and Regulation* – qui renferme des chapitres de grande qualité – où les éditeurs notent parmi leurs conclusions que tandis que "the relationship between the public and private sectors has swung in favour of the public sector, state entities often act more like private entrepreneurs than bureaucratic governmental agencies" (p. 219). Le point contre lequel plusieurs auteurs du volume de Cline s'élèveraient est celui que les entreprises ou les organisations publiques puissent viser à faire des profits – si les problèmes de définition pourraient être surmontés – mais la variété des privilèges possibles pour celles-ci les placeraient dans une position déloyale par rapport aux entreprises privées financées par des émissions d'actions.

Sous-entendu dans ce débat sur les politiques étatiques dans un environnement commercial ouvert, un autre débat encore plus significatif sur la politique étrangère américaine demeure. Seule le chapitre de John Diebold sur le commerce de la haute technologie aborde

celui-ci, (et) encore d'une manière incomplète⁸. Les stratégies nationales, dit-il, reflèteraient l'avantage comparatif d'un pays. Mais les pays n'ont pas agi ainsi, avec le résultat que l'absence d'une politique nationale cohérente pour la haute technologie en Amérique, comparée à celles de ses compétiteurs, a érodé son leadership: "Contrary to what most European experts believe the US defense and space programs provide only occasional *direct benefits* to industry" (p. 654); quoiqu'il ajoute que les bénéfices indirects ont été considérables. Diebold met de l'avant une politique industrielle américaine consciente et modelée sur le programme spatial Apollo et sur celui des communications par satellites. Quelques mois plus tard, le Président Reagan, dans son discours « de la guerre des étoiles », promettait quelque chose de très similaire dans le contexte du budget de la défense de 300 milliards de dollars pour la période 1984-1985; soit dix fois la valeur du budget équivalant pour l'Allemagne fédérale, la France ou le Royaume-Uni, et vingt fois la valeur de celui du Japon. En d'autres mots, la politique industrielle des États-Unis est sa politique militaire. L'implication, dans ce double contexte, d'une économie politique internationale qui fonctionne sur les principes de l'avantage comparatif et d'un monde militaire bipolaire, est que les États-Unis continuent d'accentuer leur spécialisation dans la fourniture de services et de technologies militaires. Comme les taux d'épargne américains sont relativement bas, il faut donc aller cueillir des capitaux au Japon, en Amérique latine et en Europe pour aider à financer le déficit, la capacité militaire, la croissance des États-Unis et le déficit commercial américain croissant. Peut-être que le résultat ne fut pas intentionnel, mais la politique d'endiguement du Département de la défense pour les années quatre-vingts fournit aussi aux États-Unis les moyens publics pour faire face au défi technologique que pose le Japon.

III – Les dettes et les taux de change

En plus du volume de Pascallan, trois autres volumes de la présente sélection couvrent le sujet des dettes et des taux de change. William Cline, dans une publication nouvelle de l'Institut, *International Debt and the Stability of the World Economy*, fait une appréciation du problème qui fait autorité. Pendant la rédaction de ce livre, Cline est demeuré en contact étroit avec la Chase Manhattan Bank, la Federal Reserve Bank de New-York et la Banque mondiale. Cela va de soi que les analyses et les recommandations de cette publication, ne divergent pas substantiellement de celles des autres études présentées dans de telles publications, à l'exemple de celle de la Morgan Guaranty, intitulée *World Financial Markets* ou de celles de la Bank of International Settlements dans divers documents. John Williamson, un autre auteur de l'Institut, présente une étude encore moins satisfaisante appelée *The Exchange Rate System*. Son étude se ramène à un plaidoyer pour que les gouvernements reconnaissent leur responsabilité pour l'alignement des taux d'échange, et à une critique nette de la politique de négligence bénigne de l'administration Reagan depuis 1981. Finalement, Jacques Van Ypersele et Jean-Claude Koeane produisent un excellent rapport sur le système monétaire européen pour la Commission des communautés européennes. Van Ypersele a joué un rôle remarquable dans la mise en place du système monétaire européen en 1978 et en 1979, et ce volume devrait être considéré comme une lecture obligatoire pour quiconque voulant étudier le fonctionnement de ce système. Comme les autres le précisent (avec justesse), ce volume serait encore plus utile s'il était lu avec l'analyse politique de Peter Ludlow qui s'intitule *The Making of the European Monetary System*⁹. Les deux auteurs

8. John, DIEBOLD. « The Information Technology Industries: A Case Study of High Technology Trade », in William R., CLINE. *Trade Policy in the 1980s*, op. cit., pp. 639-671.

9. Peter, LUDLOW. *The Making of the European Monetary System*, London, Butterworth, 1982.

concluent en déclarant que cela peut servir de point de départ sur la discussion à propos du dollar et de la dette: « Dans un climat international qui reste menaçant, le renforcement monétaire de la Communauté européenne par un approfondissement du SME et une meilleure coordination des politiques économiques en son sein lui permettra de mieux tenir le cap dans les tempêtes futures » (p. 104).

Si l'hégémonie du dollar survenait dans un état d'absence d'esprit ou –, comme Pascallon aurait dit – si elle émergeait comme l'expression du pari américain pour la primauté sur tous les autres compétiteurs, la lecture de ces volumes indique une conclusion dérangeante: la seule façon dont les États-Unis peuvent se sortir des contradictions politiques et des engagements accumulés par le passé, est de devenir ce que Pascallon croit qu'il ont toujours été. Les États-Unis peuvent être capables de maintenir des dépenses militaires incroyables, faire face à la compétition du Japon, des Européens, *et* maintenant des producteurs des pays en développement, de contrôler la devise mondiale et de jouer le rôle de leader des pays de l'Ouest seulement en étant impérialistes, c'est-à-dire par l'exaction du tribut, volontaire ou non, des autres pays. Pourtant, il y a plusieurs réserves. Les volumes de Cline et de Williamson portent la marque d'un optimisme toujours vivant qui, d'une façon ou d'une autre, avec un peu de chance, quelques ficelles, de la gomme et un bâton, peut permettre au vieux bateau de rester à flot. Il y a aussi le fait que les États-Unis demeurent une démocratie avec des valeurs qui n'ont jamais cotoyer facilement celles dérivant de sa position internationale comme grande puissance, en vérité une parmi les inégales. Peut-être que c'est là la principale contradiction dans la position américaine qui demeure à la base de la dynamique de la politique étrangère américaine, entre l'affirmation et le retranchement, et qui a tant malmené l'alliance occidentale et l'économie mondiale durant les dernières années.

Un des principaux fardeaux des États-Unis, pour la présente décennie, est la crise financière internationale, dont l'origine – comme nous la rappelle Cline – réside dans la réponse au premier choc pétrolier lorsque les fonds, se dirigeant vers le marché des eurocrédits, furent « recyclés » vers les pays en développement par les banques occidentales. Il faudrait ajouter que sans le gouvernement travailliste anglais et la promotion par le gouvernement conservateur français pour une expansion du recyclage institutionnel public, le secteur privé aurait assumé un plus grand risque. Déjà, l'augmentation annuelle moyenne de la dette, entre 1973 et 1982, de l'Europe de l'Est, des principaux importeurs de capitaux de l'OPEP, et des pays en développement – particulièrement ceux de l'Amérique latine – était de 19 pour cent. Les dettes totales se sont élevées à 745 milliards de dollars à la fin de l'année 1982, soit environ les trois quart de l'évaluation des marchés de l'eurocrédit par la Banque des Règlements internationaux. Cette année là, trente quatre pays avaient des arriérés avec un montant des dettes rééchelonnées qui atteignait 5.5 milliards en 1982 et 90 milliards en 1983. Deux caractéristiques supplémentaires valaient la peine d'être notées: d'abord, les dettes ont été contractées lorsque les taux d'intérêt étaient négatifs. Les banques cherchaient une porte de sortie en passant d'un taux d'intérêt fixe à un taux flottant pour les prêts. Ce dernier liait le service de la dette directement à la London Interbank Offer Rate (LIBOR), de sorte qu'à mesure que les taux d'intérêt mondiaux grimpaient en 1980-1982, les emprunteurs recouraient davantage aux fonds à court terme pour faire face à leurs paiements sur l'intérêt. Ensuite, la majorité des banques créditrices appartenaient à des intérêts privés, alors que seulement 20 pour cent des dettes totales étaient d'origine privée. Le reste était des dettes souveraines. La récupération de ces dettes souveraines n'est pas une mince tâche; la tribu de banquiers s'en souvint rapidement.

Les quatre causes qui ont contribué à la crise de l'endettement, citées par Cline, sont plus de nature politique qu'économique: elles sont avant tout localisées dans les processus internes ou les relations extérieures des États, plutôt que d'être situées dans le fonctionnement des marchés, compris comme étant indépendants ou en dehors des structures

politiques. En premier lieu, les prix élevés du pétrole, à partir desquels Cline a calculé que les pays en développement non-producteurs de pétrole, ont payé un surplus de 260 milliards de dollars, entre 1973 et 1982, qui provient du renforcement de l'OPEP durant l'époque Nixon. Le retrait des Britanniques de l'est du canal de Suez avait conduit Nixon et Kissinger, en 1972, à lever les restrictions sur les exportations d'arme au Chah d'Iran. Ce dernier allait être le gardien de la paix : les revenus pétroliers du pays, permettraient un financement sans limite pour l'achat d'armements des États-Unis. Le Chah, aussi contribua avec élan au quadruplement des prix pétroliers en 1973-1974, même si les membres arabes de l'OPEP espéraient utiliser l'arme du pétrole dans la bataille contre Israël, l'allié de celui-ci, pendant que l'Algérie cherchait à faire pression sur les pays de l'OCDE aux Nations Unies, en faveur d'un nouvel ordre économique international. Le second choc pétrolier de 1979-1980 eut comme point de départ la chute du Chah ; mais les prix n'auraient pas bondi aussi haut si l'Arabie saoudite avait voulu exercer une influence modératrice. La loyauté de la famille royale envers les États-Unis fut mise à rude épreuve par les dévaluations successives du dollar de 1973 à 1979, et par l'appui du Président Carter aux accords de Camp David avec Israël et l'Égypte.

Deuxièmement, Cline cite la récession générale et les taux d'intérêt élevé de 1980-1982 comme additionnels au fardeau de la dette pour environ 141 milliards de dollars. Les taux d'intérêt réels, qui étaient négatifs durant la dernière décennie, ont grimpé de 11 pour cent en 1982 ; ce qui a poussé Helmut Schmidt à déclarer qu'ils n'avaient jamais été si élevés depuis l'époque de Jésus-Christ. Selon Cline : "The basic cause of this excessive interest rate was the mismatch between loose fiscal and tight monetary policy" (pp. 23-24). C'est en fait, la critique habituelle de la politique économique de Reagan, même qu'elle a été consacrée dans le rapport sur l'économie du Président au Congrès. Mais cette seule critique est insuffisante, du fait qu'elle résulte d'au moins deux tendances politiques. La première est que le déficit budgétaire vient essentiellement des coupures de taxes, plus des dépenses militaires, elles-mêmes justifiées en terme de guerre froide. La seconde est que les hauts taux d'intérêt sont issus du changement de la politique monétaire américaine, du mois d'octobre 1979, vers le contrôle de la monnaie ; l'une et l'autre sous la pression externe et en réaction à la dérèglementation des marchés financiers initiée sous l'administration Carter. En situant l'histoire des hauts taux d'intérêt dans ce contexte, les moyens de les ramener à la baisse deviennent un défi plus intangible que les demandes habituelles pour un budget américain équilibré.

Troisièmement, Cline insiste sur le fait que le problème de la dette fut aussi causé par des failles de la politique interne des pays emprunteurs. Le Mexique et le Brésil, en particulier, ont poursuivi leur croissance rapide en utilisant le taux de change comme un instrument anti-inflation. Le Chili et l'Argentine, eux, ont adopté des politiques ultra libérales : réductions des tarifs, ouverture des marchés financiers, et stabilisation du taux de change. En d'autres mots, il importe peu de savoir si les États de l'Amérique latine ont poursuivi des stratégies de développement protectionnistes ou libérales : ils ont été particulièrement vulnérables aux conditions de leur environnement externe durant les premières années de la décennie actuelle. Ce qui pourrait être, aurait plus de rapport avec l'histoire et la culture politique des États latino-américains qu'avec des américains particuliers combinés pour promouvoir l'industrialisation.¹⁰

Quatrièmement, Cline fait valoir que le phénomène de non-remboursement qui a débuté en Pologne en 1980-1981, a conduit à un processus de contamination régional qui a réduit sévèrement les flux financiers vers d'autres pays. Les tensions dans les négociations entre les

10. Alain, ROUQUIÉ. *L'État militaire en Amérique latine*, Paris, Seuil, 1982.

vingt banques multinationales ayant à leur tête la Chase Manhattan, représentant les 501 banques qui ont accordé des prêts à la Pologne, et le Gouvernement polonais se sont étendues rapidement à la Hongrie et à la Roumanie par une baisse dans les prêts qu'ils obtinrent. D'une façon similaire, la guerre des Falklands et la paralysie des actifs respectifs du Royaume-Uni et de l'Argentine servit de leçon aux banques américaines, en particulier, de la nécessité d'évaluer le degré auquel les opérations de prêts bancaires les avaient exposés aux événements politiques, et ce degré était bien au-delà de leur compétence ou de leur habilité à y faire face. Comme le précise Cline, le taux d'exposition envers les pays emprunteurs les plus importants atteignait les trois cents pour cent du capital pour les neuf plus grandes banques américaines, et environ deux cents pour cent pour le reste des banques américaines (p. 36).

À la manière d'autres diagnostics sur la crise financière, Cline propose un ensemble de suggestions: les pays en développement doivent se soumettre aux recommandations du FMI, les banques commerciales doivent continuer à prêter, le FMI, les banques centrales ou les gouvernements occidentaux se doivent d'aider à superviser le processus d'ajustement, presser les banques récalcitrantes à prêter de nouveau, et eux-mêmes fournir des prêts d'appoint lorsque la situation l'exige et, entre toutes ces suggestions, les économies des pays de l'OCDE doivent être en croissance. D'après les calculs de Cline, un pour cent de croissance dans les pays de l'OCDE est sept fois plus puissant que chaque un pour cent de réduction des taux d'intérêt pour le règlement du problème de la dette. Le moyen de réaliser cela, pour Cline, est une nouvelle mixture des politiques au sein des pays de l'OCDE, avec les États-Unis réduisant leur déficit budgétaire de façon à libérer les taux d'intérêt, et le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale ou le Japon agissant dans l'autre direction. Somme toute, le but est d'amener l'économie mondiale sur la voie de la croissance non inflationniste, en permettant aux pays débiteurs d'augmenter leur revenu tiré des exportations.

Que peut-on dire à propos de ces propositions? Tout d'abord, que les prêts bancaires, aux pays emprunteurs ont été réduits et que cela devrait durer. Aux États-Unis, l'opinion publique a été bel et bien mise en garde par l'exposition des grandes banques du pays qui ont vu leur cote à Wall Street être sérieusement ébranlée, en plus des demandes faites au Congrès pour l'augmentation des fonds de réserve en cas de défaut. En outre, les conditions politiques dans les pays débiteurs sont considérées comme imprévisibles, avec en plus des taux de croissance réduits à court et moyen terme pendant que les taux de naissance sont de deux à trois pour cent par année, assurant ainsi un flot continu de personnes à la recherche d'un emploi sur le marché du travail. Surtout, les pays débiteurs auront à maintenir de larges surplus commerciaux, soit par une augmentation notable de leur volume d'exportation, soit par une réduction des importations ou une combinaison des deux. Étant donné le faible niveau de l'aide publique disponible chez les pays de l'OCDE, ce sont les seuls moyens de maintenir les paiements nets d'intérêt. Le flot réduit de capital vers les pays en développement débiteurs tend à exercer une pression vers le bas sur leur taux de change, de cette façon la compétitivité de leurs prix à l'exportation est améliorée sur les marchés des pays développés.

En second lieu, les pays débiteurs doivent acquérir des dollars puisque c'est en dollars que leurs dettes doivent être remboursées. Cela a un effet double. Le premier effet est de maintenir la demande pour le dollar sur les marchés mondiaux pour regarnir les réserves et pour les transactions. Cette demande pour le dollar, par rapport aux autres devises, est aussi stimulée par la réduction des taux d'inflation américains, par la nouvelle combinaison des politiques monétaires et fiscales de l'administration Reagan, la raison des incertitudes de par le monde, s'y référerait, et à cause de la libéralisation des marchés financiers au Royaume-Uni en 1979, et ensuite au Japon en 1980. L'effet net est un surplus de capital énorme au compte capital des États-Unis qui, s'il est entretenu, renverserait la position américaine de

créditeur vis-à-vis du reste du monde en 1985. Les États-Unis peuvent de cette façon devenir un débiteur net, avec des obligations similaires à celles des pays en développement pour rembourser les créateurs tôt au tard par le biais des revenus tirés des exportations. Les pays en développement acquerraient ainsi un allié valable favorisant un moratoire, des rééchelonnements et ainsi de suite.

Le second effet d'une forte demande mondiale pour le dollar est sur les taux d'intérêt. De 1971 à 1979, la réévaluation des autres devises par rapport au dollar – qui sert d'étalon de mesure si vous voulez – a fait croître la compétitivité des exportations, spécialement celles de l'Europe de l'Ouest. Mais comme le notait le rapport du Président sur la situation de l'économie en 1983, une réévaluation réelle du dollar de 1980 à 1983, de vingt-sept pour cent par rapport à la moyenne de la période 1973-1979, a fait perdre aux États-Unis vingt et un milliards de dollars en exportations vers l'Amérique latine, quatre milliards vers le Japon, et douze milliards vers l'Europe de l'Ouest. La contrepartie de cela est un déficit commercial grandissant, avec les États-Unis agissant seuls comme locomotive de l'économie mondiale. La vive compétition sur les marchés américains bénéficie sans aucun doute aux consommateurs et contribue à garder les taux d'inflation relativement bas, mais, en même temps, elle rend la vie plus difficile pour les manufacturiers. Les emplois nets créés depuis l'arrivée de Reagan sont tous dans le secteur des services. Le déficit commercial dépasse les cents milliards de dollars et, encore, les taux d'intérêt ont repris leur élan vers le haut; l'engouement du reste du monde pour le dollar a continué et celui-ci demeure une valeur sûre.

Une suggestion pour faire chuter la valeur du dollar est proposée par l'ouvrage de Williamson. Les États devraient prendre en main la responsabilité des taux de change, de façon à éviter les excès qui ont eu lieu pendant l'expérience des taux de change flottants depuis 1973. Il propose que les banques centrales produisent un "fundamental equilibrium exchange rate" (FEER), à partir duquel elles adopteraient une zone-cible d'intervention sur les marchés puisque les taux s'écarteraient de cette zone. Mais, en ce qui concerne l'administration Reagan, tout ceci ressemble à un discours dans le désert. La position de l'administration américaine n'est qu'une intervention sur les marchés de change étrangers, destinée à paralyser l'entrée de devises et à garder une base monétaire inchangée, conduit les spéculateurs à acheter des dollars, et ces achats de dollars font monter la valeur de la devise: si l'intervention absorbe les devises étrangères additionnelles mais augmente les dollars en circulation, l'inflation réapparaît. Ainsi, l'administration américaine informait le reste du monde que les interventions sur les marchés de change seraient tenues à un niveau minimum.

Ceci nous ramène de nouveau à la remarque de Van Ypersele dans son analyse du système monétaire européen et son succès relatif quant à son objectif de taux de change stables au sein de la CEE. Cependant, son évaluation reste sceptique: il considère que la création du système monétaire européen a coïncidé avec un dollar fort et, de ce fait, a évité tout accroc violent au deutchemark qui aurait pu perturber l'alignement des parités dans le système. Il est aussi sceptique à propos du fait que le système monétaire européen puisse surmonter tout choc externe majeur, à moins que les gouvernements prouvent leur volonté de réduire les différentiels d'inflation. Depuis la publication de cette analyse, les signes d'une convergence, particulièrement entre la France et l'Allemagne fédérale, sont devenus plus prometteurs. De plus, tous les pays membres de la CEE font face à une récession dont on ne voit pas la fin dans les pays en développement et sur les marchés d'Europe de l'Est: les marchés nationaux sont donc vitaux pour eux, tandis que les marchés américains sont les seuls à surnager et vers lesquels ils peuvent exporter. Les pays de la CEE sont, par conséquent, en train de devenir des créateurs et des exportateurs nets.

En guise de conclusion nous ferons quelques remarques, dont, entres autres, que l'administration Reagan marche sur une corde raide. L'objectif de l'administration américaine était de faire en sorte que l'Amérique demeure forte, confiante dans ses valeurs traditionnelles, prête à contenir l'Union soviétique, et déterminée à ranimer la confiance envers le dollar. En général, l'administration Reagan a été fidèle à sa position originale, elle n'a pas été submergée par les demandes des lobbies non plus, et a su fournir le leadership au sein de l'alliance occidentale. Les marchés mondiaux continuent à s'intégrer à grands pas.

Mais, en y regardant de plus près, les points forts de l'Amérique sont aussi ses faiblesses. La politique industrielle militaire de celle-ci a acquis une justification de plus à celui de l'endiguement sous forme de réponse au défi technologique du Japon: bien que les besoins des deux défis ne soient pas les mêmes. Le refus d'un moratoire aux pays du Tiers-monde et le flot réduit des fonds bancaires vers les pays débiteurs nécessitent que ces pays aient un accès illimité aux marchés américains pour récolter des dollars, parallèlement aux Japonais, aux NPI asiatiques, et aux Européens. Le maintien de la croissance américaine au moyen de déficits budgétaires requiert un financement par une rentrée continue de capitaux étrangers; à moins que l'épargne intérieure augmente. Les banques américaines sont créditrices, mais le pays est en train de devenir un débiteur.

Finalement, la Communauté économique européenne – la plus grande place commerciale dans le monde – ne semble pas devoir connaître une croissance rapide dans les années à venir, sinon rejoindre les États-Unis en tant que seconde locomotive de l'économie mondiale. Le Japon et les pays du Pacifique dépendent, pour leur prospérité et leur expansion, de surplus commerciaux avec les États-Unis. En bref, les États-Unis peuvent tenir l'économie politique mondiale dans le but de la rançonner en agitant la menace du protectionnisme, ce qui se ferait à ses propres frais, et bien sûr à ceux du reste du monde. Ce que l'on peut dire, c'est que les États-Unis ont, s'ils le veulent, une capacité d'endettement presque illimitée.

Comment les créanciers pourraient-ils alors recouvrer leurs prêts de la première puissance mondiale, dans la mesure où ils n'ont pas eu la tâche facile avec le Brésil, l'Argentine et les autres?